

De la COP18 à Doha à la COP21 à Paris: Quels enjeux pour l'Afrique?

Alix Mazounie, chargée des politiques internationales au RAC
Atelier du Réseau Climat & Développement à Conakry,
Le 17 avril 2013

Retour sur 2012: enjeux et conclusions de la COP18

Contexte en 2012

- } La démultiplication des **événements extrêmes**
- } Des **besoins d'adaptation** qui ne cessent d'augmenter
- } Mais la **fin des financements** précoces et pas d'engagements pour après 2012

- } Un fossé croissant entre les objectifs de réduction des pays et ce que la science exige pour rester sous 2°C
- } Mais des **objectifs de réduction trop faibles...** et de moins en **moins nombreux** (UE a atteint son objectif pour 2020 et le Canada a augmenté ses émissions)

- } Un engagement pris à Durban de lancer un nouveau cycle de négociation avec éventuellement, de nouvelles règles et de nouveaux équilibres géopolitiques

Objectifs de la COP18

} **Faciliter la transition...**

- } Entre 2 cycles de négociation
- } Entre 2 périodes d'engagement du protocole de Kyoto
- } Entre la fin des financements précoces et les 100 milliards en 2020

} **Relever l'ambition immédiatement**

- } En matière de financements
- } En matière de réductions d'émissions au nord en priorité et au sud.

Clôturer l'agenda « Plan d'Action de Bali »

En s'assurant d'abord qu'il a fini sa mission.

- } Fixer des objectifs de réduction comparable pour les pays développés non tenus par le KP
- } Fixer des objectifs/programmes non-contraignants pour les PED
- } Répondre aux besoins en matière de financements des PED

Entériner une 2ème période pour le Protocole de Kyoto...

En s'assurant quelle est ambitieuse, et non affaiblie

- } Renforcer les engagements pris
- } Améliorer les règles de comptabilité pour ne plus tricher

Obtenir des engagements financiers post-2012

Avec plus d'argent public, et pour l'adaptation

- } Pour le Fonds Vert
- } 2013-2015

Plaidoyer du RC&D à la COP18

- } Une étude au Togo, Bénin, Sénégal et Mali et des briefings techniques en faveur des financements innovants.
- } Une note de position en faveur d'une relève de l'ambassadeur
- } Un side-event pour valoriser les projets réussis des membres au RC&D dans le contexte Rio+20
- } Un side event sur les financements innovants en Afrique
- } Des rendez-vous avec les délégations nationales, l'ambassadeur français, le Ministre, les parlementaires français et l'AFD
- } Des articles du RC&D dans le ECO
- } Une intervention au déjeuner ministériel francophone
- } Une intervention sur les financements à l'atelier de la francophonie

MOBILISER DES FINANCEMENTS INNOVANTS POUR LUTTER CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE AU MALI, SENEGAL, TOGO ET BENIN



Les propositions des ONG AMADE PELCODE-Mali, AFHON-Togo, JVE-IVE, JVE-Bénin et ENDA Sénégal aux décideurs africains



COP 18/NOTE DE POSITION RC&D-CAN AFRIQUE DE L'OUEST

DOHA - ÉTAPES INCONTOURNABLES AVANT 2015

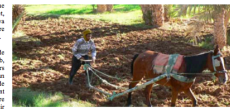
Sécurité alimentaire au Maghreb : les oasis, une solution face aux changements climatiques

Actuellement au Maghreb, il s'agit plutôt d'urgence. Avec un secteur agricole battant sur de fortes marges et un climat aride, les États ont de plus en plus de difficultés à assurer le bien-être de leurs populations. La sous-alimentation est d'ailleurs en hausse, passant les pays à augmenter leurs importations et ainsi leur vulnérabilité face à la volatilité des prix. De plus, les prévisions sur le changement climatique annoncent de lourdes conséquences sans être pour la dégradation des ressources naturelles qui pour la productivité agricole. Et ce n'est pas le seule difficulté que devra affronter cette région. En effet, le contexte sociodémographique va également évoluer et obligera l'agriculture maghrébine à s'adapter à ces mutations.

C'est dans ce contexte alarmant de la sécurité alimentaire au Maghreb, qu'apparaît la nécessité de se tourner vers d'autres modèles d'agriculture. Dans le Maghreb de plus en plus aride (plus de 75% du territoire), les oasis apparaissent comme étant un système d'agriculture résilient et durable qui pourrait devenir un atout dans les années à venir pour la sécurité alimentaire et s'adaptent parfaitement aux contraintes spécifiques actuelles et futures de la région.

Les atouts des oasis pour la sécurité alimentaire du Maghreb :

- Des exploitations familiales (majoritaire dans les oasis) : modèle mis en avant par les organisations internationales ainsi
- Un usage raisonné : La bioéconomie oasienne permet à la population de bénéficier d'un régime alimentaire équilibré.
- Connaissant la situation actuelle des oasis, on peut penser de leurs capacités à agir pour la sécurité alimentaire de la région. La mise de la main d'œuvre, le matériel des terres ou encore les problèmes liés au droit d'eau sont des facteurs qui affaiblissent la position de l'oasis. Ainsi, le RADDIO (Réseau associatif de développement durable, se



Cher Corneille,

"Je souhaite te remercier de l'intérêt que tu portes à la sécurité alimentaire dans le cadre de l'atelier de Doha. Il est intéressant de voir comment les oasis peuvent contribuer à la sécurité alimentaire dans une région aride. Je suis sûr que cette expérience d'atelier de Doha va permettre de créer une synergie

Les changements climatiques continuent d'être au centre des préoccupations internationales actuelles vu les phénomènes extrêmes qui se produisent entraînant la famine et la désolation aux quatre coins du globe, et au sud comme au nord. Les États Unis, la Russie et l'Ukraine ont subi des sécheresses sans précédent et ont perdu une grosse partie de leurs stocks de grains. La corne de l'Afrique est en prise à une insécurité alimentaire quasi-structurelle et accentuée par les sécheresses à répétition. La zone sahélienne subit une crise alimentaire alarmante qui frappe dix-huit millions de personnes, crise alimentaire qui pourrait devenir mondiale en 2013 selon les récentes prédictions de la FAO.

Et pourtant, «l'accord» obtenu à Durban nous place sur une trajectoire de réchauffement de 3,5 à 6°C ! Face à l'urgence de l'action, les pays n'ont fait preuve d'aucune ambition

la menace climatique pèse lourdement sur les États insulaires et les pays pauvres les plus vulnérables. Pour nous, cela est inacceptable.

L'année 2012 a vu la relance d'un nouveau cycle de négociation et d'une nouvelle dynamique de négociation qui tient autant compte des responsabilités communes mais différenciées que des capacités respectives des Parties. Au risque de créer un enlèvement en début de négociation, ces principes vont construire le futur accord. Les accords adoptés à Durban ont ouvert une petite fenêtre d'opportunité pour replacer la planète sur une trajectoire de réchauffement acceptable. Mais cette fenêtre se refermera si nous ne posons pas les premiers jalons dès Doha pour relever l'ambition globale et maintenir le réchauffement sous un seuil acceptable pour les communautés les plus vulnérables.

Résultats

- } **Des annonces financières** disparates et insuffisantes, uniquement des Etats européens, et pas pour le Fonds Vert
- } Une **2^{ème} période** pour le Protocole de Kyoto
 - } Mais sans la NZ, le Japon, le Canada
 - } Et des objectifs toujours trop faibles
 - } Victoire contre le blocage polonais
- } Une « victoire » sur un potentiel mécanisme sur les **pertes et dommages**
- } Un **échec** sur la relève de l'ambition de court terme
 - } Pas de nouveaux objectifs, même pour les pays arabes
 - } Pas de financements pour les NAMAs
 - } Pas d'objectifs renforcés pour l'UE.

US toujours invisible.

Objectifs 2013-2014 pour la COP à Varsovie

Relever l'ambition de court terme

Financièrement...

- } Mettre plus d'argent publics sur la table pour 2014 et 2015
- } Publier les trajectoires des pays pour atteindre 100 milliards en 2020
- } Travailler sur la transparence et la comptabilisation des financements pour reconstruire la confiance
- } Et cibler l'adaptation pour rééquilibrer la répartition des flux
- } Préparer les PMA à dépenser des financements climat

En matière d'atténuation

- Renforcer les objectifs européens: -45% pour l'UE malgré blocage polonais
- Démultiplier les NAMAs dans les pays en développement. A condition de mobiliser les \$\$
- Travailler sur les secteurs pollueurs: aviation, maritime, gaz à courte durée de vie (HFC, etc).

En route vers 2015

Quels enjeux pour l'Afrique dans l'accord en 2015?

Les enjeux pour la communauté internationale

Objectif final. Stabiliser le réchauffement climatique sous 2°C et enclencher un développement sobre en énergie et résilient aux impacts du changement climatique pour TOUS.

Comment?

} Fixer des objectifs de maîtrise des émissions pour tous. Principe de contraction et convergence des niveaux de vie.

- } Pour tous les pays: augmentation des émissions dans les PMA, stabilisation en Chine, et réduction aux US et UE.
- } Et pour tous les secteurs pollueurs: aviation, maritime, charbon et pétrole. Via des taxes, des réformes, des objectifs de réduction d'émission

} Générer des financements substantiels pour aider les plus pauvres à s'adapter et financer des politiques de maîtrise des émissions dans des secteurs polluants des PED

- } Mobilisation de financements publics et PRIVÉS

} Trouver une formule pour respecter l'équité et les responsabilités différenciées entre tous.

} Trouver une solution pour faire face aux pertes et dommages irréversibles

Enjeux pour l'Afrique

Objectifs?

- } **S'adapter** aux impacts existants et anticiper les impacts futurs
- } Enclencher un **développement sobre en énergie** et résilient aux impacts du changement climatique pour TOUS.

Comment?

- } Exiger des **financements substantiels** et PUBLICS
 - } Militer pour la mobilisation de financements innovants publics: TTF, taxe sur les avions et les bateaux
 - } Taxer les industries polluantes dans les pays pauvres
 - } Verdissement de l'aide internationale
 - } Transparence et comptabilité honnête des flux financiers
- } Réformer les subventions aux énergies fossiles pour qu'elles financent l'efficacité énergétique et les ENR.
- } Encadrer les investissements privés pour qu'ils protègent l'environnement et luttent contre le CC.
- } Réformer les politiques publiques climaticides/qui ne tiennent pas compte des vulnérabilités climatiques

Que doit faire l'Afrique d'ici 2015? (I)

} Augmenter la pression sur les pays développés et émergents

Pour **Obtenir un accord qui bénéficie aux pauvres et plus vulnérables**

- } Soutenir activement la création de financements innovants publics.
Refuser blocage BASIC
- } Menacer de bloquer la négociation sans accord sur les sujets prioritaires des PMA: adaptation, \$\$ publics et pertes et dommages.
- } Refuser un accord avec des objectifs de réduction d'émissions trop faibles et insuffisants pour tenir l'objectif de 2°C.
- } Montrer l'exemple en faisant preuve de plus de volontarisme que les pays développés eux-mêmes (approche groupe PMA).
 - Proposer pour l'Afrique un modèle de développement soutenable, reposant sur l'indépendance et la sobriété énergétique.
 - Débattre d'une réforme des subventions aux énergies fossiles
 - Mise en place volontaire de nouvelles mesures d'efficacité énergétique et de sobriété
 - Etre force de proposition sur l'équité.

Que doit faire l'Afrique d'ici 2015? (II)

} Préparer sérieusement les pays à recevoir des financements climat

Objectif: déconstruire l'argumentaire des pays bailleurs que les PMA ne sont pas prêts à recevoir des financements climat.

- } Renforcer les **stratégies nationales et locales** climat-développement
- } Sensibiliser et former les décideurs, les médias et acteurs économique sur le CC
- } Renforcer la capacité fiduciaire des entités nationales capables de recevoir les financements internationaux
- } Développer une gouvernance multipartite pour assurer la gestion équitable et adaptée des financements

Mettre en exergue les politiques et projets réussis en matière d'efficacité énergétique et d'adaptation